

Publications en ligne :

Un nouveau guide sur les OGM et les pesticides pour les communes :

L'association Veille au grain-Bourgogne, spécialisée dans l'information sur les OGM et les pesticides, mènent actuellement une campagne auprès des maires de Bourgogne pour les sensibiliser à la question des OGM et des pesticides et leur proposer des pistes d'actions. Pour cela ils ont publié une brochure très bien documentée téléchargeable sur ce site :

http://www.veilleaugrain.org/IMG/pdf/VAG-ma_commune_face_aux_OGM_et_aux_pesticides.pdf

Nouveautés de la médiathèque

Pour rappel, les adhérents peuvent emprunter gratuitement les documents de l'association. Renseignez vous !

Le DVD Small is beautiful

Des livres :

Fleury Philippe (sous dir.), *Agriculture biologique et environnement, Des enjeux convergents*, ACTA Educagri

Suty Lydie, *Lutte biologique*, Quae

Doré Thierry, *Clés des champs, l'agriculture en questions*, édition Quae, 2008

Urban, *Les secrets d'un jardin écologique*, Belin

Actualités liées aux OGM et à l'agriculture en France

La Roche-sur-Yon

Un collectif contre « les OGM clandestins » à Fougeré

mercredi 30 mars 2011

http://www.ouest-france.fr/ofdernmin_-Un-collectif-contre-les-OGM-clandestins-a-Fougere_40771-1746260-pere-pdl_filDMA.Htm

Une quinzaine de militants se sont rendus hier dans une coopérative agricole, à Fougeré. Ils cherchaient du « maïs Cruiser » et du « tournesol muté » sur le site de la Cavac. Le collectif soupçonne la coopérative agricole de vendre, comme d'autres, ces semences qu'ils appellent de leur côté des « semences à pesticides ». Pourquoi ces plantes, non OGM, sont-elles dans la ligne de mire du collectif « Nos campagnes sans OGM » ? « Le maïs est enrobé d'insecticide rémanent : cela signifie qu'il reste dans le sol et se retrouve dans la culture suivante. Si c'est du tournesol, par exemple, les insectes vont être décimés, y compris les butineurs indispensables à la pollinisation. » Le risque est reconnu : l'autorisation de mise sur le marché implique le respect de règles de rotation. « Le problème, c'est que le message de précaution est peu diffusé ou peu suivi », estime le collectif. Le « tournesol muté » ? Les militants le dénoncent comme un « OGM clandestin », un « OGM caché » : « Il est rendu tolérant à l'herbicide par l'exposition à une substance chimique qui produit une mutation génétique. Il fait partie des nouveaux produits que les firmes développent parce que « curieusement », la mutagenèse est exclue du champ d'application de la réglementation sur les OGM. »

Chacun leur tour, deux responsables du site sont venus à la rencontre des militants restés à l'entrée du site. Ils sont restés évasifs sur la présence effective des semences incriminées et se sont abrités derrière la réglementation en rappelant que les deux semences « sont homologuées ». Une délégation a par ailleurs été reçue par le directeur des productions agricoles de la Cavac.

Actualités liées aux OGM en Europe

Le conseil d'administration de l'AESA accusé de conflit d'intérêt...

Une étude du Corporate Europe Observatory (CEO ou Observatoire de l'Europe Industrielle), publiée le 23 février 2011, apporte les preuves des liens entre quatre membres du conseil d'administration de l'Autorité Européenne de Sécurité des Aliments (AESA) et l'industrie alimentaire et agricole, dévoilant une fois de plus de graves conflits d'intérêt dans cet organisme de contrôle « indépendant ».

Pour le CEO, ces liens compromettent gravement l'indépendance de l'AESA, responsable de l'évaluation de la sécurité des aliments commercialisés en Europe et notamment les très controversés OGM (Organismes Génétiquement Modifié).

Cette nouvelle étude révèle que Milan Kovác, membre du conseil d'administration de l'AESA...

Lire la suite de l'article sur <http://www.combat-monsanto.org/spip.php?article836>

Impact économique des cultures OGM*

Si des plantes transgéniques étaient cultivées en Europe, les coûts engendrés par la séparation des plantes génétiquement manipulées de celles qui ne le sont pas seraient élevés. Une nouvelle étude montre que ces dépenses dépassent largement les montants envisagés jusqu'ici. (FoE, 14.3.11)

Succès en Allemagne : les semences doivent rester pures*

Le Conseil fédéral allemand a décidé, à une large majorité, que la tolérance zéro devait être maintenue en matière de contamination des semences par le génie génétique. 65'000 signatures ont déjà été déposées pour appuyer cette demande. (SOS, 18.3.11)

Suisse : l'agriculture entend renoncer au génie génétique*

Selon un communiqué de l'Office fédéral de l'agriculture, la charte pour une «Stratégie de la qualité de l'économie suisse agroalimentaire» promulgue des valeurs telles que naturalité, plaisir et durabilité et entend renoncer à l'utilisation du génie génétique en agriculture. (BLW, février 2011)

*sources : http://www.blauen-institut.ch/pg_blu/pg/pg11/a_gf.html

Mercredi 13 Avril 2011

Culture OGM: les eurodéputés renforcent le libre choix national

<http://www.fenetreurope.com/php/page.php?section=actu&id=20707>

La commission de l'Environnement du Parlement européen est favorable, moyennant amendement, à la proposition de la Commission européenne d'accorder aux États membres le choix d'interdire ou non la culture d'organismes génétiquement modifiés (OGM) sur leur territoire.

Elle a approuvé le 12 avril le rapport de Corinne Lepage (CAP 21, France), qui fait valoir que les États membres devraient être en mesure de citer des raisons environnementales ou socio-économiques pour interdire la culture d'OGM sur leur territoire.

OGM - LA FIN DE LA CLAUSE DE SAUVEGARDE FRANÇAISE SUR LE MON810 ?

par [Christophe NOISETTE](#), [Pauline VERRIERE](#), mars 2011

Dans l'affaire du renouvellement de l'autorisation du maïs Mon810, opposant notamment Monsanto, titulaire de cette autorisation, au ministre français de l'Agriculture et de la Pêche, l'avocat général de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a rendu ses conclusions hier, 22 mars [1]. Selon un communiqué de presse de la CJUE, la principale d'entre elles stipule que : « Les autorités françaises ne pouvaient pas suspendre la culture du maïs génétiquement modifié Mon810 sur le territoire national sans avoir demandé, au préalable, à la Commission d'adopter des mesures d'urgence en cas de risque pour la santé et l'environnement ».

La suite sur <http://www.infogm.org/spip.php?article4762>

Actualités liées aux OGM dans le Monde

<http://www.infogm.org/spip.php?article4784>

UNE PREMIERE SCIENTIFIQUE : RESIDUS DE PESTICIDES ISSUS D'ALIMENTS TRANSGENIQUES DANS LE SANG DES FEMMES

par [Eric MEUNIER](#) , avril 2011

Des chercheurs de l'Université de Sherbrook au Québec, Canada, ont montré la présence de pesticides (herbicides à base de glyphosate ou de glufosinate et de protéines insecticides Cry1Ab) et de leurs résidus dans le sang de femmes, dont certaines enceintes. Selon un article de la revue Reproductive Toxicology [1], sous presse, « *c'est la première étude à mettre en évidence la présence de pesticides associés aux aliments génétiquement modifiés dans le sang de femmes enceintes, de fœtus et de femmes non enceintes* ». Pour cette étude, les scientifiques ont effectué des prélèvements sanguins chez des femmes habitant la ville de Sherbrook. Ces femmes, ainsi que leur mari, n'ont jamais travaillé au contact de pesticides et leur régime alimentaire est annoncé comme typique d'une zone industrialisée du Canada. La présence de pesticides dans leur sang serait donc principalement issue de leur alimentation. D'ailleurs, les scientifiques précisent que si aucune analyse du panier alimentaire n'a été faite pour établir la quantité de résidus de pesticides présents dans les aliments, ils considèrent « *concevable que la majorité de la population y est exposée via leur alimentation quotidienne* », du fait de la forte présence d'aliments GM (soja, maïs, pommes de terre...). Dans le détail, les résultats d'analyse montrent que les chercheurs ont trouvé dans le sang de trente femmes enceintes : des résidus de glufosinate (chez 100% des femmes prélevées) et des protéines Cry1Ab (93% des femmes prélevées) ; dans le cordon ombilical : des résidus de glufosinate (100%) et des protéines Cry1Ab (80%) ; et dans le sang de 39 femmes non enceintes : du glyphosate (5%), du glufosinate (18%), des résidus de glufosinate (67%) et des protéines Cry1Ab (69%). Pour expliquer l'absence de glyphosate, de résidus de glyphosate ou de glufosinate dans certains cas (ou dans tous pour les résidus de glyphosate), trois hypothèses sont avancées : l'absence d'exposition à ces molécules des femmes prélevées, leur élimination efficace par l'organisme ou une limite de la méthode de détection utilisée. Les travaux pour répondre à ces questions restent donc à faire tout comme l'analyse des possibles conséquences de la présence de ces molécules.

L'objectif des chercheurs était double : établir si l'alimentation quotidienne est vectrice de ces molécules chimiques et fournir des données nécessaires à de plus amples analyses d'impacts, notamment dans le domaine de la procréation chez la femme. Selon l'article, le glyphosate avait été l'objet d'une étude similaire dans des échantillons d'urine de femmes du monde agricole comparés à ceux de femmes extérieures à ce milieu [2]. Les auteurs appellent à des recherches plus poussées dans le domaine de « *la nutrition, la toxicologie et la reproduction chez les femmes* », soulignant que « *les désordres gynécologiques et obstétricaux associés aux molécules chimiques présentes dans l'environnement ne sont pas connus* ». La question de l'évaluation des risques liés aux herbicides, résidus d'herbicides ou insecticides est au centre de controverses depuis plusieurs années. Les travaux du Pr. Gilles-Eric Séralini dans le domaine des herbicides à base de glyphosate ont par exemple souvent été l'objet de vives discussions entre scientifiques. L'article sous presse des chercheurs canadiens devrait donc encourager l'expertise scientifique puisque, selon eux, c'est la première fois qu'une analyse des concentrations de telles molécules est effectuée ! Rappelons qu'après environ quinze années de commercialisation en Amérique du nord, près de 100% des plantes génétiquement modifiées commercialisées sont modifiées pour tolérer un herbicide, produire une protéine insecticide ou disposer des deux caractères.

[1] « Maternal and fetal exposure to pesticides associated to genetically modified foods in Eastern Townships of Quebec, Canada », Aris A et al., Reprod Toxicol (2011), doi:10.1016/j.reprotox.2011.02.004

[2] « Urinary pesticide concentrations among children, mothers and fathers living in farm and non-farm households in Iowa » Curwin BD. Et al., Ann Occup Hyg., 2007, 51, pp53-65

USA : exploitations agricoles biologiques et firmes semencières engagent des poursuites contre Monsanto

Lorsque des détectives de Monsanto trouvent dans un champ des plantes transgéniques brevetées pour lesquelles aucune taxe de licence n'a été acquittée, l'entreprise poursuit l'agriculteur pour violation de brevet. Pourtant, de nombreux agriculteurs soutiennent que leurs champs ont été contaminés par inadvertance. Plus de 50 organisations paysannes et firmes semencières ont, à titre préventif, intenté un procès à Monsanto. Le

groupe exige une décision qui interdirait à Monsanto de poursuivre les paysans pour des contaminations involontaires. (Thomson Reuters, 29.3.11)

Inquiétudes au sujet d'une luzerne OGM américaine

Mise à jour le lundi 28 mars 2011 à 14 h 19

<http://www.radio-canada.ca/regions/alberta/2011/03/28/002-luzerne-ogm-usa.shtml>

L'apparition pour la première fois d'une variété de luzerne génétiquement modifiée autorisée aux États-Unis inquiète des agriculteurs albertains.

Ce sera la première fois en Amérique du Nord qu'une plante vivace génétiquement modifiée pourra être cultivée à grande échelle.

Kris Vester, un agriculteur biologique de la région de Carstairs, tout près de la frontière du Montana, craint de voir cette nouvelle variété passer la frontière, poussée par le vent ou transportée par des insectes.

Si une telle contamination de ses cultures biologiques se produisait, « ça pourrait vouloir dire qu'on devrait arrêter d'utiliser la luzerne [pour la nourriture des animaux]. Mais il n'y a aucune plante qui peut la remplacer. »

Kris Vester pense aussi qu'il n'y a pas eu suffisamment d'études sur les effets à long terme des OGM sur la santé.

Monsanto rassurante

L'entreprise Monsanto, qui a développé cette variété de luzerne, assure qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter.

« Beaucoup de ce qu'on entend de la part des opposants aux OGM n'est purement et simplement pas fondé », affirme la porte-parole Trish Jordan.

Ces semences de luzerne transgénique ont été autorisées au Canada par Santé Canada et par l'Agence canadienne d'inspection des aliments. L'entreprise poursuit les recherches et ne pense pas commercialiser son produit avant deux ans.

USA : 96% veulent une déclaration des OGM*

Selon un sondage réalisé auprès d'un large éventail de la population, 96% des personnes interrogées exigent l'étiquetage des aliments génétiquement modifiés. Ce qui n'est pas encore le cas aux États-Unis. (The peoples voice, 5.3.11)

Du côté des alternatives :

Haricot résistant à la chaleur, à la sécheresse et aux maladies – sans OGM

En utilisant des méthodes conventionnelles, un institut de recherche portoricain a réussi à cultiver des haricots qui résistent à la chaleur, à la sécheresse et aux maladies. (ARS-Release, 30.6.10)

http://www.blauen-institut.ch/pg_blu/pm/pm11/pm2345.html

<http://www.bioconsomacteurs.org/page.php?page=blog&id=3010&type=enjeux>

Pour nourrir la planète, l'"Agroécologie" doit remodeler l'agriculture

- publié le: 18-04-2011

Article publié par "Le Monde" le 9 mars 2011

Olivier De Schutter, rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation, invite à "changer de cap"

Pour satisfaire les besoins alimentaires de la planète, il va falloir sensiblement augmenter la production agricole, et, dès lors, réinvestir massivement dans l'agriculture. Massivement, mais "surtout différemment", estime le rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation, le Belge Olivier De Schutter.

Mardi 8 mars, devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève, il devait appeler la communauté internationale à "une réorientation radicale des investissements dans l'agriculture".

Jusqu'alors, les politiques de soutien à l'agriculture visaient essentiellement à orienter celle-ci vers un mode de production industriel. Pour M. De Schutter, il faut à présent qu'elles soutiennent "l'agroécologie", autrement dit qu'elles favorisent le développement d'une agriculture s'appuyant sur la polyculture plutôt que la monoculture, utilisant des semences traditionnelles plutôt qu'industrielles, des biopesticides et des engrais organiques plutôt que des produits de synthèse, pour lutter contre les espèces invasives et fertiliser les sols.

Les traductions de l'agroécologie sont par nature diverses puisqu'à chaque écosystème correspond un type de production adapté. Dans les provinces occidentales de Tanzanie, par exemple, l'agroforesterie a permis de transformer 350 000 hectares de terres, qui étaient hier appelées le "désert de Tanzanie", en une zone

agricole riche. Car les arbres fertilisent les sols, limitant le recours aux engrais azotés, et ils y permettent également une rétention de l'eau de pluie.

Au Kenya, au lieu d'utiliser des pesticides, quelque 25 000 agriculteurs recourent depuis 2009 à la stratégie de la " répulsion-attraction ". Elle consiste à planter du Desmodium dans les champs de maïs afin d'en éloigner les insectes tout en les attirant aux abords des champs. Cette simple technique permet de doubler le rendement tout en améliorant le sol. Par ailleurs, le Desmodium peut servir de fourrage.

Ces modes de production à faible utilisation d'intrants, et qui préservent les ressources, " *peuvent être hautement productifs* ", relève M. De Schutter, qui, dans son rapport annuel remis au Conseil des droits de l'homme, cite toute une série d'expériences concluantes. " *L'agroécologie, insiste-t-il, est une réponse au défi de la pauvreté rurale.* "

" Crise de la pauvreté "

S'appuyant sur des biopesticides ou des engrais organiques produits localement, utilisant des plantes pouvant capter l'azote et fertiliser les sols, l'agroécologie diminue en effet la dépendance des agriculteurs à l'égard des engrais chimiques et les rend moins vulnérables à l'égard du crédit et des subventions. Ils produisent à moindre coût, sans risque de tomber dans la spirale de l'endettement, et voient leurs revenus augmenter. L'agroécologie limite aussi la dépendance envers l'énergie fossile, contribuant ainsi à l'atténuation du changement climatique.

" *Produire plus ne suffira pas. La crise que nous affrontons n'est pas seulement une crise de l'offre, devait souligner, mardi, M. De Schutter. C'est aussi une crise de la pauvreté : il faut augmenter les revenus dans les zones rurales, où résident 75 % des personnes les plus pauvres, afin qu'elles puissent se nourrir dignement. Et c'est une crise écologique : des méthodes de production non durables accélèrent le changement climatique et la dégradation des sols et épuisent les réserves d'eau douce, menaçant à terme notre capacité à nourrir la planète.* " Pour M. De Schutter, ces crises peuvent être surmontées. Pourvu que l'on " *change de cap* ".

Les bureaux de l'association seront fermés tout juillet et tout août cette année exceptionnellement.

Association Rés'OGM Info

58 rue Raulin 69007 LYON

Si vous souhaitez passer nous voir, merci de nous contacter par avance

04 78 42 95 37 www.resogm.org resogminfo@free.fr

Newsletter réalisée par Marie-Aude Cornu, animatrice coordinatrice régionale